



Le Quotidien Jurassien
2800 Delémont
032/ 421 18 18
www.lqj.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 18'637
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 2
Surface: 35'968 mm²

TRIBUNE

La fraude érigée en système

Certains feignent de le découvrir: les riches et les puissants du monde se débrouillent pour payer proportionnellement moins d'impôts que le commun des mortels. Pour ce faire, ils ont recours à des sociétés écrans, parfois emboîtées les unes dans les autres à la manière des poupées russes, ce qui rend leur identification personnelle très malaisée. À cet égard, que nous ont réellement révélé les «Panama Papers»? Que 214 000 sociétés ont été créées ou sont administrées par Mossack Fonseca (un cabinet d'avocats panaméens spécialisé dans la création d'entités offshore), le tout dans 21 paradis fiscaux différents et pour des clients issus de plus de 200 pays et territoires. Si Mossack Fonseca est considéré comme une véritable plaque tournante du blanchiment, on doit à la vérité de préciser que toutes ces sociétés offshore ne sont pas illégales, certaines ayant même une activité véritable et déclarée. Mais une grande majorité d'entre elles sont utilisées comme subterfuges pour camoufler l'identité de leurs propriétaires réels. On apprend ainsi qu'outre des milliers d'anonymes, 12 chefs d'État et de gouvernement (dont 6 en activité), 128 responsables politiques et hauts fonctionnaires de premier plan, mais aussi 29 membres du classement Forbes des 500 personnalités les plus riches de la planète, sans oublier des grands noms du sport, des célébrités ou des personnalités, ont procédé à des montages pour dissimuler leurs actifs.

Les perdants dans l'affaire

Lorsque les plus riches «optimisent», ce sont les classes moyennes qui trinquent. Le poids de l'impôt direct est concentré sur le citoyen lambda jugé assez riche pour payer, mais qui ne l'est pas assez pour s'offrir les services de conseillers fiscaux. La fraude fiscale n'est pas un «dysfonctionnement», mais bien l'instrument pervers d'une caste de privilégiés maniant toutes les ficelles pour ne pas contribuer à la solidarité nationale. Résultent de tout cela une impression de nau-

sée et un sentiment de révolte dont vont s'emparer tous les populismes de la planète pour se repaître de l'indécence d'un système dévoyé à un point tel qu'il rend inaudible le débat sur ce qui est légal, immoral ou illicite.

La Suisse fait également partie des États aux intermédiaires les plus actifs. Ces derniers ont contribué à la création de quelque 34 300 entités offshore, soit 16% de la totalité de ces sociétés. Notre pays se trouve donc

une nouvelle fois éclaboussé (après les Swiss-Leaks). Ces révélations placent les autorités helvétiques sous le feu des critiques. Est notamment blâmé le gendarme financier (la Finma), accusé de «voir passer les fourmis, mais pas les éléphants», pour reprendre les termes du président de l'AIJ (et ex-procureur général du Tessin) Dick Marty.

Lutter contre l'opacité financière

Face à la crise financière, le G20 (G vain, disent les sceptiques) a adopté plusieurs décisions destinées à mettre fin à l'impénétrabilité des paradis fiscaux. À charge pour l'OCDE de les orchestrer. Cela a débouché sur deux accords assez techniques, le premier organisant la transmission des données sur les avoirs détenus par des personnes privées dans des banques étrangères, le FATCA (que la Suisse a signé); le second visant en particulier à contraindre les entreprises à payer leurs impôts dans les pays où se déroulent leurs activités, le BEPS. Par ailleurs, cinq pays européens (Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie) ont fait, le 14 avril dernier à Washington, des propositions visant à lutter contre l'opacité financière par la création d'une liste noire mondiale et l'instauration d'un registre harmonisé destiné à identifier les bénéficiaires effectifs, c'est-à-dire les vrais propriétaires des sociétés écrans, mesures au demeurant déjà brandies par le passé. Sans résultat concret. Mais personne pour lancer l'idée d'une interdiction de ces sociétés offshore! Et c'est bien là que le bât blesse, car ces annonces vont probable-

